

## Madagascar : Survol hebdomadaire de la presse francophone n°42 (du 18 au 24 octobre 2010)

### La crise politique

◆ **Campagne pour le référendum du 17 novembre** : Monja Roindefo, ex-PM de la HAT, appelle au boycott. Il se montre très critique à l'encontre du régime et met en doute la crédibilité de la CENI pour l'organisation des scrutins. Il dénonce l'entourage du président de la HAT, l'insécurité omniprésente et les choix du pouvoir concernant les grands projets d'infrastructures. Les partisans du « *Non* » sont inaudibles car dépourvus de moyens. Ils redoutent de s'exprimer. Seule l'association ultranationaliste Otrikafo est parvenue à créer un comité de soutien au « *Non* ». Le MDM de Pierrot Rajaonarivelo réclame le report du référendum. Il dénonce les conditions dans lesquelles les préparatifs s'effectuent et met lui aussi en doute la crédibilité des prochaines consultations. Le parti Vert ne donnera pas de consigne de vote mais il redoute une dérive « *plébiscitaire* » parmi les populations sous-informées. Le Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) dénonce les révisions apportées par le gouvernement au projet de Constitution : elles remettraient en cause les propositions du Syndicat de la Magistrature (SMM) en faveur de l'indépendance de la Justice.

◆ **Andry Rajoelina annonce une baisse des prix des PPN**. 15 produits de base seront vendus à des prix bradés en plusieurs points de la capitale. L'opération n'est pas limitée dans le temps et devrait être étendue au sud-ouest, en proie à la famine. « *Il n'est pas question de politique politicienne derrière le projet* », a-t-on assuré. Après les stades et les hôpitaux, les PPN. Andry Rajoelina renforce ainsi sa présence sur le terrain en s'investissant dans des projets sociaux. Une opération électoraliste et « *douteuse* » pour l'opposition. Le lancement de l'opération a donné lieu à une grande manifestation médiatique au gymnase de Mahamasina.

◆ **Préparation des municipales anticipées du 20 décembre** : les maires sont divisés sur la conduite à tenir. Un groupe de 200 d'entre eux s'est constitué en amicale pour peser sur le débat politique et s'opposer aux nouveaux textes qui imposent à ceux qui souhaitent se représenter de démissionner 2 mois avant.

◆ **Démarrage des travaux du Parlement de la Transition** : l'Escopol a fait part de son mécontentement au sujet de la désignation de ses représentants au Congrès. La liste initiale de ses candidats aurait été subtilisée et le mouvement se retrouverait en minorité. Le CST a procédé à l'élection des membres de ses 15 commissions (5 de plus que sous la HAT). Alain Ramaroson, personnalité influente de la HAT, retrouve la commission « *Sécurité* ». La commission « *Réconciliation nationale* » échoit à un membre dissident du Tim mais la compétence du Parlement de la Transition à trancher sur le sujet est mise en question par la vice-présidente du CST, du fait que ses membres sont tous désignés et non élus. Les prétendants à l'amnistie risquent ainsi d'être privés de leur droit à se présenter aux communales. Ils seraient au nombre d'environ 500, pour des affaires portant sur la période 2002-2008. Ils entendent s'organiser.

◆ **Le gouvernement d'union nationale attendra**. Il n'y aura pas de remaniement avant le référendum constitutionnel, en dépit de la résolution adoptée à la « *Conférence nationale* ». Le statu quo à l'avantage de ne pas remettre sur le tapis la question sensible des clés de répartition au sein de la nouvelle équipe, qui n'a pas été définie. **L'annonce du prochain retour de Didier Ratsiraka, qui a été précédé par son ex-Premier ministre, Tantely Andrianarivo, laisse d'ailleurs présager un bouleversement du paysage politique**, déjà fortement impacté par l'installation du Parlement de la Transition. Des reclassements se dessinent, qui peuvent favoriser une sortie de crise plus consensuelle. Selon *LOI*, Paris serait désormais favorable à une candidature Andrianarivo à la présidentielle.

◆ **La CNOSC poursuit son projet de réunir à nouveau les 4 mouvances et toutes les sensibilités**. Une condition qu'elle juge incontournable pour aboutir à la reconnaissance internationale. De nombreuses formations politiques, un groupe de « *Sages* » élargi et des entités religieuses y seraient favorables. Les « *Tangalamena* » [notables] de tout Madagascar vont organiser des rencontres afin, disent-ils, d'apporter leur appui aux efforts de résolution de la crise. Andry Rajoelina et Roland Ratsiraka ont fait savoir qu'ils ne sont pas partant pour un nouveau round de négociations. Les chances de la CNOSC sont minces, admettent les principaux intéressés, qui estiment que la réussite de cette nouvelle médiation malgache est conditionnée par une prise de conscience des souffrances que font endurer aux Malgaches Rajoelina et Ravalomanana. « *À partir de là, ils pourraient accepter de lâcher du lest en cherchant un terrain d'entente pour gérer la Transition avec des leaders représentatifs anciens et nouveaux* ». A défaut, la CNOSC redoute que le pouvoir « *file à toute vitesse vers une direction dont les conséquences imprévisibles pourraient être fatales* », notamment s'il applique sans discernement les résolutions de la « *Conférence nationale* », dont l'adoption aurait donné lieu à des manipulations.

◆ **La médiation internationale ne renonce pas**. La Sadc suit l'évolution de la situation et encouragerait les initiatives de la CNOSC mais aucune date n'est encore avancée pour une reprise éventuelle des négociations. L'OIF annonce une réunion du GIC à Addis-Abeba. L'Onu a envoyé deux représentants pour s'enquérir de l'évolution de la situation. Le calendrier et le processus présenté par la HAT n'aurait pas convaincu les émissaires, dont la position semble être en phase avec celles de la Sadc.

◆ **Affaire des « bombes artisanales » : procès renvoyé**. Raharinaivo Andrianantoandro, ancien président (dissident) du Tim, élu récemment président du Congrès, figure en première ligne des personnes mises en

cause, avec d'autres personnalités de sa mouvance. 31 des 48 accusés ont répondu à la convocation. À l'issue de l'audience, 14 des 18 accusés ont obtenu la liberté provisoire. Me Lala Noro Rabemananjara, avocate de Manandafy Rakotonirina, est du nombre, après 13 mois de détention préventive. L'audience a donné lieu à des manifestations d'opposants et à des débordements. Les manifestants ont empêché Fetison Andrianirina et Yves Aimé Rakotoarison de se présenter à la barre. Fetison Rakoto Andrianirina et Lalatiana Ravalolomanana ont été convoqués le lendemain à la gendarmerie pour « *s'expliquer* » sur les troubles qui leurs sont imputés. Ils réclament l'attribution d'un espace public de libre expression et ont entamé de démarches en ce sens. Interdites de manifestation au centre-ville, les 3 mouvances se sont rabattues sur un culte de prière à la Nation organisé par des ecclésiastiques Fjkm dans un lieu excentré. Le GTT international, proche de la mouvance Ravalomanana, est mis en cause pour une « *tentative de déstabilisation* ». Des recrutements d'anciens militaires malgaches se dérouleraient en France pour fomenter des troubles à Madagascar.

◆ **Affaire de la tentative d'attaque contre la primature** : le procès est renvoyé. La justice demande la comparution de deux gradés en fuite, accusés de tentative de coup d'Etat. Les 21 détenus de cette affaire restent incarcérés, ils n'ont pas obtenu de liberté provisoire.

◆ **L'ancien ministre des TIC, Iharizaka Rahaingason, interdit de sortie du territoire**. Le benjamin du gouvernement Vital qui a démissionné le 17 août, a été refoulé à l'embarquement pour Paris, pour des motifs qui ne lui ont pas été communiqués. Il avait mis en cause le pouvoir pour sa gestion opaque du dossier des télécom et son parti pris supposé en faveur de l'entreprise Telma (DTS). Le pouvoir redouterait une candidature de ce brillant technicien aux municipales à Antananarivo. Son interdiction de sortie a toutefois été levée peu après.

◆ **Ouverture du Sommet de la francophonie** : « *Les coups d'Etat et francophonie sont désormais incompatibles* », déclare la présidente de la Confédération suisse, qui s'est félicitée des engagements pris en ce sens en 2000 à Bamako. Elle a appelé « *à une restauration rapide de l'Etat de droit dans les pays suspendus* » de l'OIF (Guinée et Madagascar). Le PM du Québec a souligné quant à lui qu'il fallait faire preuve de patience envers les pays peu soucieux de démocratie et de défense des droits humains.

## Droits humains, gouvernance

◆ **Projet de Constitution** : absence de référence à la Charte africaine des Droits de l'Homme. Elle ne figure ni dans le préambule ni dans le corps du projet soumis à référendum. Des analystes s'interrogent sur la signification de cette « *omission* », alors que cette référence figurait dans la Loi fondamentale antérieure. Cette absence signifie-t-elle que le pouvoir renie son appartenance à l'UA ?, s'interrogent des analystes.

◆ **Liberté de presse** : Madagascar remonte dans le classement de RSF. La tension étant retombée d'un cran, le pays regagne des places mais reste cependant au 116<sup>ème</sup> rang du classement mondial. « *Les autorités de la Transition doivent montrer davantage de respect pour la presse en cessant d'emprisonner des journalistes comme ceux de Radio Fahazavana ou de suspendre des médias* », a déclaré RSF. En 2009, la Grande Ile avait perdu 40 places et se situait au 134<sup>ème</sup> rang.

◆ **Centre d'assistance juridique et d'action citoyenne (Cajac)** : le Centre a reçu 95 doléances depuis son ouverture en d'août, dont 40% portent sur des affaires de corruption. La Justice arrive en tête des doléances. Le Cajac a pour mission d'assister et d'orienter les personnes victimes ou témoins de corruption. Il fait partie des 5 centres mis en place cette année par Transparency International dans les pays francophones, avec le soutien de l'UE.

◆ **Les communes sous contrôle du Bianco**. Renouvellement d'un accord de coopération entre l'organisme anti-corruption et le Fonds du Développement Local (FDL). Les communes font partie des organismes les plus visés par les plaintes. « *Nous savons tous que le FDL consacre beaucoup d'argent pour le bon fonctionnement des communes à travers le pays. Il se peut que certains soient tentés de faire des détournements de fonds* » a annoncé le DG du Bianco.

## Actualité économique et sociale

◆ **Pour le FMI, l'Afrique est repartie, Madagascar fait exception**. Le continent, et notamment l'Afrique subsaharienne, devrait enregistrer une forte croissance en 2010, encore supérieure en 2011. Les seules économies « *à la traîne* » sont Madagascar et la Guinée équatoriale.

◆ **Plantation à grande échelle de palmiers à huile** : 2 projets sont en attente d'approbation. Il s'agit de projets déposés par la société américaine Sithe Global (60.000 ha destinés à la production de biodiesel) et par la société malgache Cultures du Cap Est, financée par un groupe indien (9.100 ha).

◆ **L'Iran souhaite coopérer avec Madagascar**. Il affirme sa disposition à aider la Grande île dans la localisation de ses ressources minières et serait intéressée par l'uranium malgache. La diplomatie iranienne a pris ouvertement position en faveur du nouveau régime.

◆ **Madagascar, le pays le plus vulnérable face au péril climatique dans les 30 ans à venir**, après le Bangladesh et l'Inde. Le « *palmarès* » a été établi par un cabinet britannique d'analyse des risques. 170 pays ont été passés au crible de 42 indicateurs.